

Évolutions comparées de l'emploi et du chômage en 2020 dans les principaux pays occidentaux

Si les mesures de restrictions sanitaires ont partout affecté fortement l'activité économique en 2020, les taux de chômage ont suivi des trajectoires plus contrastées. Sur l'ensemble de l'année, le chômage a augmenté dans toutes les grandes économies occidentales. Cependant, au plus fort de la crise sanitaire au printemps 2020, le taux de chômage a baissé « en trompe-l'œil » en France et en Italie, alors qu'il est resté stable au Royaume-Uni, et a augmenté en Espagne, en Allemagne et aux États-Unis. L'origine de ces différences est multiple : les évolutions de l'emploi n'ont pas été les mêmes selon les pays, et dans certains, les dispositifs d'activité partielle ou des mesures de restrictions moins strictes ont pu préserver une partie de l'emploi ; ensuite, les évolutions de la population active ont aussi différé selon les pays, dans des proportions parfois importantes ; s'ajoutent enfin, pour les États-Unis, des différences dans le fonctionnement du marché du travail et des conventions statistiques s'y rapportant.

Au plus fort de la crise, les taux de chômage ont varié de manière hétérogène dans les économies occidentales

En 2020, la chute de l'activité économique s'est traduite globalement par une hausse du taux de chômage dans les économies occidentales (► **figure 1**). Mais l'ampleur de ces évolutions et leur dynamique infra-annuelle a beaucoup différé selon les pays. En Espagne et en Allemagne, le taux de chômage a augmenté entre le premier et le troisième trimestre 2020 (passant respectivement de 14,4 % à 16,3 %, et de 3,1 % à 4,0 %). À l'inverse, en France et en Italie, le taux de chômage est allé à contre-courant de l'activité économique au deuxième trimestre, diminuant respectivement de 0,7 point et 1,7 point, avant de fortement rebondir au troisième trimestre (+2,0 points et +2,3 points). Au Royaume-Uni, le taux de chômage a été stable au deuxième trimestre avant d'augmenter de 1,0 point à 4,8 % au troisième trimestre.

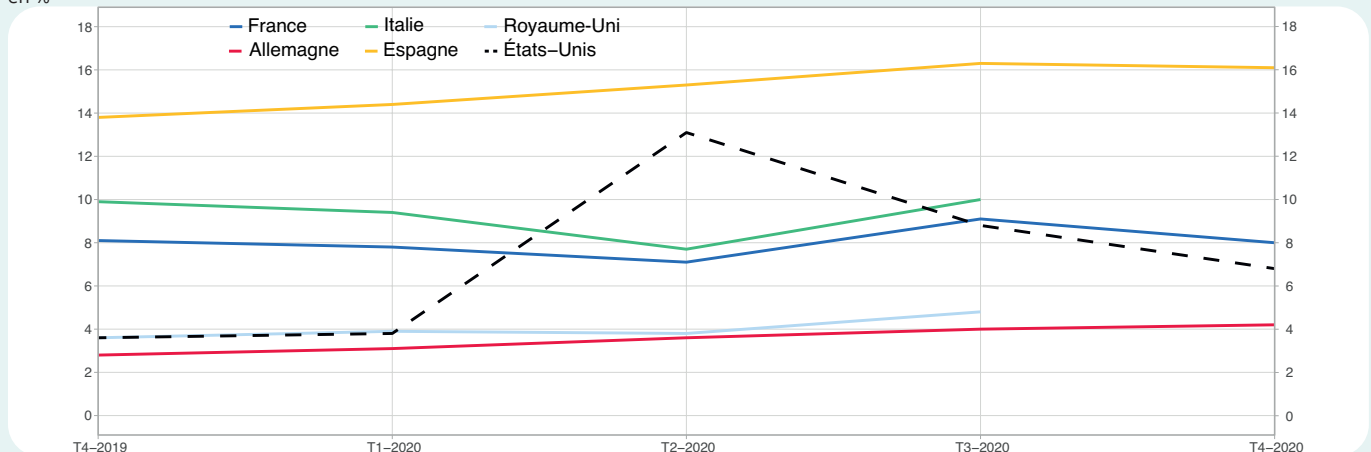
Par ailleurs, aux États-Unis, les variations du chômage apparaissent sans commune mesure avec les autres pays (+9,3 points au deuxième trimestre puis -4,3 points au troisième), notamment en raison de l'augmentation brutale des *temporary layoff*. Cette catégorie comprend les personnes licenciées s'attendant à reprendre leur travail (à un horizon de six mois en temps normal ou lorsque l'amélioration de la situation le permettra durant la crise sanitaire), même si elles n'ont plus de contrat de travail, ne reçoivent plus de rémunération de leur employeur, même partielle, et n'ont aucune assurance formelle légale d'être à nouveau embauchées¹. Cette dénomination se distingue de la catégorie « *temporary layoff* » d'Eurostat, qui inclut les dispositifs d'activité partielle européens comme le chômage partiel français, considérée comme de l'emploi².

Aux États-Unis, la hausse du chômage au printemps 2020 s'explique ainsi principalement par l'augmentation des *temporary layoff* (+17,3 millions entre février et

¹ Selon les normes du BIT, les personnes n'ayant pas travaillé sur une courte période de temps, mais qui ont gardé un lien avec leur emploi pendant cette période, sont considérées « en emploi ». Ce lien est déterminé sur des critères de durée (durée d'absence inférieure à trois mois, ou dans le cas de la pandémie si le retour au même emploi est attendu par les personnes une fois les restrictions levées) ou de salaire (rémunération en partie par l'employeur). Le BLS considère les travailleurs en *temporary layoff* comme faiblement ou plus du tout liés à leur emploi, et donc comptabilise le *temporary layoff* comme une catégorie de chômage.

² Malgré certains aspects les rapprochant des *temporary layoff* américains, les personnes en chômage partiel conservent un lien fort avec leur emploi, et donc sont comptabilisées comme en emploi, mais absentes de leur travail, dans la classification du BIT.

► 1. Les taux de chômage des pays occidentaux ont suivi des trajectoires diverses pendant la crise



Note : pour l'Allemagne, les données de l'enquête sur les forces de travail n'étant pas disponibles via Eurostat, le taux de chômage a été recalculé à partir des données issues de Destatis. Pour les États-Unis, la méthode de comptabilisation du chômage inclut les *temporary layoffs*, rendant la dynamique du taux de chômage peu comparable à celle des pays européens.

Source : Insee, Eurostat (Labor Force Survey), Destatis, Census Bureau

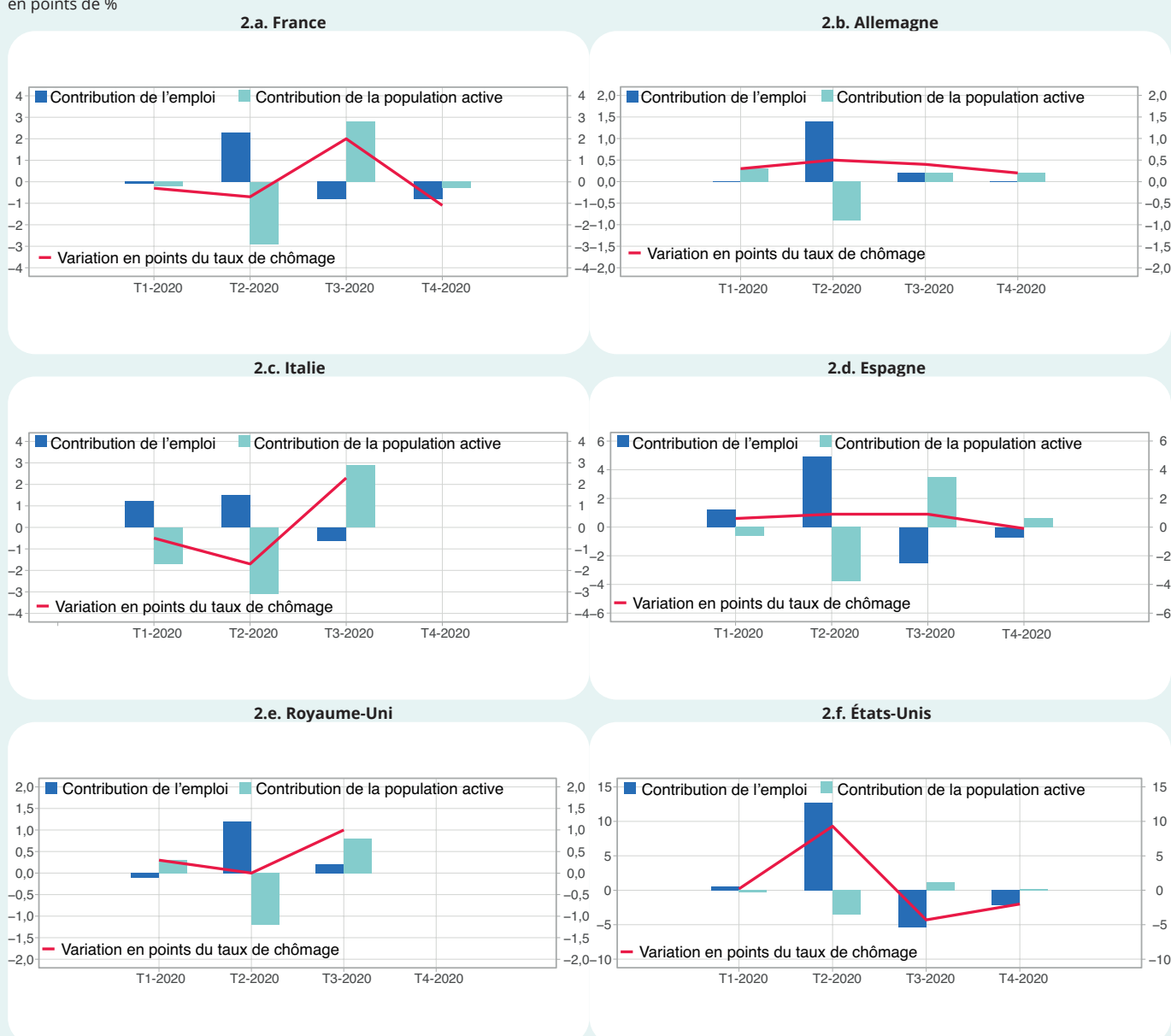
Conjoncture internationale

avril 2020). En février 2021, la majeure partie de ces chômeurs a bien retrouvé un emploi, mais 2,3 millions de personnes sont toujours classées en *temporary layoff* et 2,2 millions de ces chômeurs considèrent désormais avoir définitivement perdu leur emploi. Il apparaît ainsi que ces *temporary layoff* présentent bien un caractère temporaire, mais constituent néanmoins une forme de chômage, permise par la spécificité du marché du travail américain. Les différences du fonctionnement du marché du travail, et des conventions statistiques le décrivant, nécessitent ainsi de considérer la dynamique du taux de chômage américain avec précaution dès lors qu'on la confronte à celles des taux de chômage des pays européens.

► 2. Les variations hétérogènes du chômage selon les pays ne résultent pas seulement des mouvements de l'emploi mais aussi de ceux de la population active

Des trajectoires « en trompe-l'œil » masquent des mouvements simultanés de l'emploi et de la population active

Ces différences dans les évolutions du taux de chômage selon les pays peuvent s'analyser en distinguant les contributions des deux composantes du taux de chômage, l'emploi d'une part, la population active d'autre part (► **figure 2**). Ainsi, au deuxième trimestre 2020, au plus fort de la crise sanitaire, deux mouvements simultanés ont influencé le taux de chômage des pays étudiés. L'instauration des mesures de restrictions sanitaires a entraîné des destructions d'emplois, liées



Lecture : au deuxième trimestre 2020, le taux de chômage français a diminué de 0,7 point de pourcentage : la population active s'est contractée et a contribué pour -3,0 points à la variation du taux de chômage, absorbant l'effet de la baisse de l'emploi qui a pourtant contribué à hauteur de +2,3 points. Note : pour les États-Unis, la méthode de comptabilisation du chômage inclut les *temporary layoffs*, rendant la dynamique du taux de chômage peu comparable à celle des pays européens.

Source : Insee, Eurostat (Labour Force Survey), Destatis, Bureau of Labor Statistics

à la chute de l'activité, mais aussi une contraction de la population active : en effet, une partie des personnes sans emploi ou venant de le perdre, pénalisées par les restrictions d'activité, ont arrêté leurs recherches actives d'emploi et n'ont donc pas été comptabilisées comme chômeurs au sens du Bureau International du Travail (BIT)³. Elles ont alors été considérées comme appartenant au halo du chômage⁴, et donc n'appartenant plus à la population active. Si les destructions d'emplois liées à la baisse d'activité jouent à la hausse sur le taux de chômage, la contraction de la population active, en revanche, joue à la baisse : une baisse en « trompe-l'œil », puisque dans ce cas de figure le taux de chômage diminue alors que le nombre de personnes sans emploi augmente.

Les différences dans l'évolution du taux de chômage au deuxième trimestre 2020 s'expliquent ainsi, comptablement, par l'importance relative de ces deux mouvements sous-jacents : les destructions d'emplois et la contraction de la population active⁵. Ainsi, en Allemagne et en Espagne, l'effet de la baisse d'emploi a été prépondérant et le taux de chômage a augmenté au deuxième trimestre 2020. En revanche, en France et en Italie, la baisse de l'emploi – pourtant significative puisqu'elle a contribué à la hausse du taux de chômage à hauteur de +2,3 points en France et de +1,5 point en Italie – a été éclipsée par la forte baisse de population active (contribuant à hauteur de -3,0 points en France et -3,2 points en Italie, soit bien plus qu'en Allemagne : -0,9 point). Au Royaume-Uni, les évolutions de l'emploi et de la population active se sont équilibrées, entraînant une stabilité du taux de chômage au deuxième trimestre 2020. Les pays où les restrictions sanitaires ont été les plus sévères présentent ainsi de plus fortes contributions de la population active, puisque les conditions d'accès au marché du travail y ont été plus altérées, notamment les possibilités de recherche d'emploi, la disponibilité des personnes et l'ouverture de nouvelles offres dans les secteurs affectés.

Au troisième trimestre, marqué par un fort rebond de l'activité, le taux de chômage a de nouveau varié de manière hétérogène. Ainsi, en France, en Italie et en Espagne, le jeu de vases communicants du halo du chômage vers la population active a primé sur le rebond de l'emploi, provoquant une hausse du chômage pendant l'été. Au Royaume-Uni, l'emploi a continué à se dégrader au troisième trimestre et a donc poussé le taux de

chômage à la hausse, ce que le rebond de la population active est venu amplifier. En Allemagne en revanche, les mouvements de la population active sont apparus nettement plus limités et l'emploi est resté le facteur prépondérant dans l'évolution du taux de chômage.

Les statistiques du quatrième trimestre 2020 ne sont pas encore publiées pour tous les pays, cependant les mouvements de population active semblent avoir été bien plus ténus. En France, on observe à nouveau un effet de contraction de la population active, mais cette fois couplé à une hausse de l'emploi, en moyenne trimestrielle : les deux effets contribuent alors simultanément à une baisse du taux de chômage (► [fiche Emploi](#)).

Les comportements de rétention de main-d'œuvre ont été contrastés selon les secteurs et selon les pays

Les variations de l'emploi au deuxième trimestre 2020 ont suivi celles de l'activité de manière hétérogène selon les pays et selon les secteurs d'activité (► [figure 3](#)). Ainsi, les pays européens, qui ont pour la plupart notamment mis en place un dispositif d'activité partielle, ont connu des baisses d'emploi limitées, sans commune mesure avec leurs pertes d'activité. Aux États-Unis en revanche, où les *temporary layoffs* sont comptabilisés comme des pertes d'emplois, la chute de l'emploi a atteint 13,2 % au deuxième trimestre par rapport au quatrième trimestre 2019, soit plus que la baisse d'activité économique. La désagrégation de l'économie américaine selon les principaux secteurs (► [figure 3.f](#)) montre des évolutions comparables de l'activité et de l'emploi au sein de chacun de ces secteurs.

Dans les pays européens, la rétention de main-d'œuvre semble avoir été forte dans tous les secteurs d'activité. Cette notion renvoie à la rigidité à court terme de l'emploi par rapport à l'activité : garder ses employés durant un creux d'activité, d'autant plus lorsqu'ils sont placés en activité partielle, peut être plus rentable que de licencier pour embaucher à nouveau peu après. L'écart entre perte d'activité et perte d'emploi sectorielle peut donner une idée de l'ampleur de la rétention de main-d'œuvre au sein de chaque secteur. Au deuxième trimestre, la rétention semble ainsi avoir été particulièrement forte dans les secteurs avec de meilleures perspectives de reprise, tels que l'industrie et la construction, dans les

³ Un chômeur au sens du Bureau International du Travail (BIT) est une personne âgée de 15 ans ou plus, sans emploi durant une semaine donnée, disponible pour travailler dans les deux semaines, qui a effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

⁴ Personne sans emploi qui soit a recherché un emploi, mais n'est pas disponible pour travailler, soit n'a pas recherché d'emploi, mais souhaite travailler et est disponible pour travailler, soit souhaite travailler, mais n'a pas recherché un emploi et n'est pas disponible pour travailler.

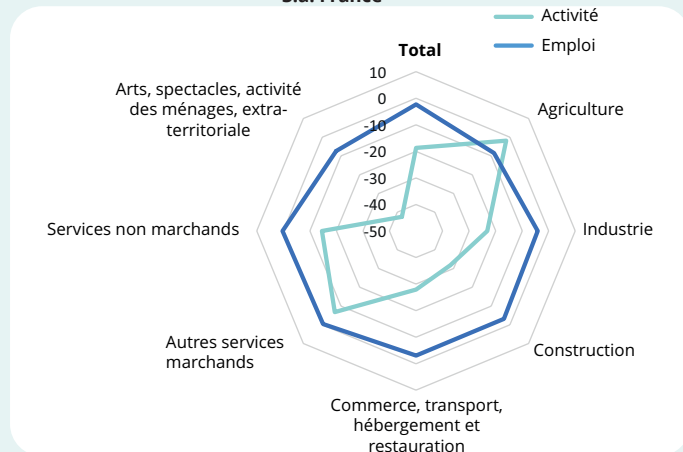
⁵ Dans la suite, on décompose comptablement la variation du taux de chômage à chaque trimestre de la façon suivante. Soit $u(t) = 1 - L(t) / P(t)$ le taux de chômage au trimestre t , où $L(t)$ est l'emploi total et $P(t)$ la population active. La variation du taux de chômage au trimestre t s'écrit $u(t) - u(t-1) = -[1/P(t)] * [L(t) - L(t-1)] + [1 - u(t-1)] * [P(t) - P(t-1)] / P(t)$, le premier terme de la somme étant la contribution de la variation de l'emploi et le deuxième celle de la variation de la population active.

Conjoncture internationale

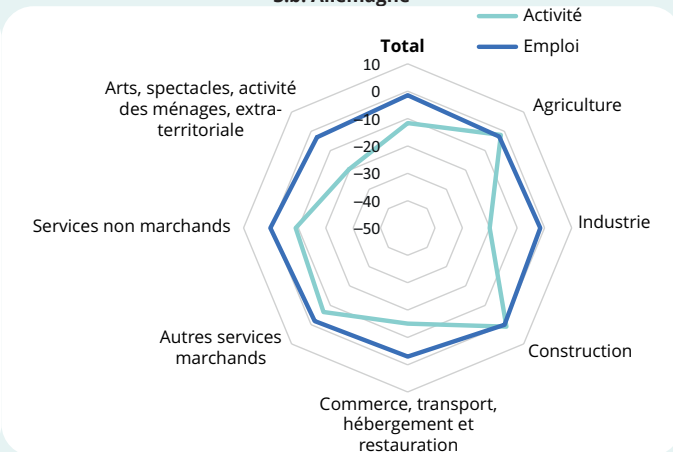
► 3. Selon les secteurs, la variation de l'emploi n'a pas toujours été proportionnelle à la perte d'activité

variation en % au deuxième trimestre 2020 par rapport au quatrième trimestre 2019

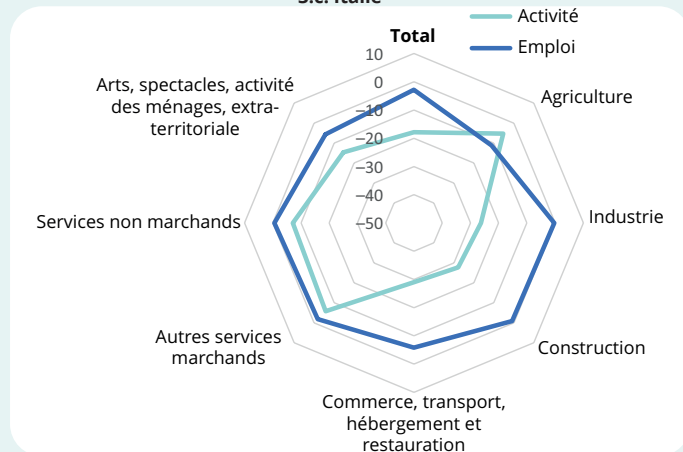
3.a. France



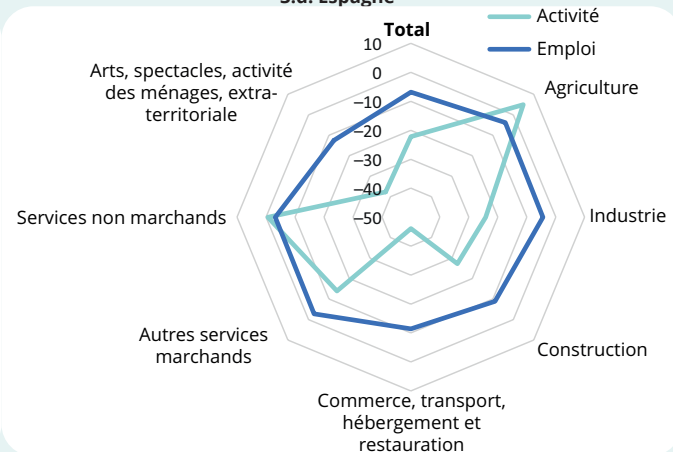
3.b. Allemagne



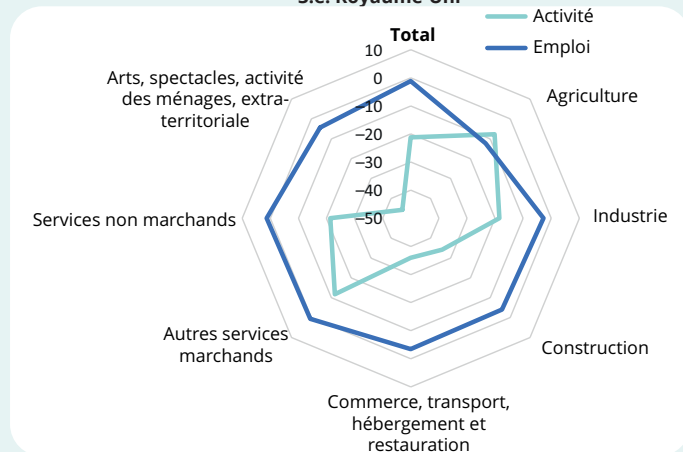
3.c. Italie



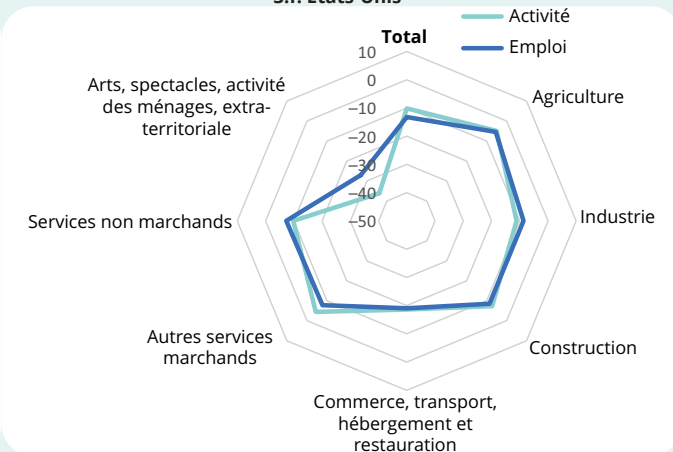
3.d. Espagne



3.e. Royaume-Uni



3.f. États-Unis



Lecture : en France, la valeur ajoutée totale s'est contractée de 18,7 % entre le quatrième trimestre de 2019 et le deuxième de 2020 tandis que l'emploi total a baissé de 2,3 % sur la même période.

Source : Eurostat (Labour Force Survey), Destatis, Bureau of Economic Analysis, Bureau of Labor Statistics

pays où les chantiers ont été interrompus (en France, en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni), alors que les secteurs les plus durablement affectés (transport, hébergement et restauration, culture) ont connu des pertes d'emploi relativement importantes, entre -3,0 % en Allemagne et -12,5 % en Espagne (en variation par rapport au quatrième trimestre 2019).

Plusieurs facteurs peuvent contribuer à expliquer ces différences entre pays. Tout d'abord, les restrictions de

mobilité, en particulier les confinements, ont conduit des personnes sans emploi à cesser temporairement leurs démarches de recherche d'emploi. Par ailleurs, si les mouvements de l'emploi sont liés eux aussi aux mesures sanitaires, puisque provenant de la chute d'activité induite par ces mesures, ils sont également influencés, et en l'occurrence atténués, par les dispositifs d'activité partielle qui ont pu être mis en place dans plusieurs pays. ●

Jules Baleyte, Eliette Castelain, David Fath, Jérémy Marquis, Robin Navarro

Encadré : Le marché de l'emploi aux États-Unis a connu des variations exceptionnelles en 2020

Aux États-Unis, l'épidémie de coronavirus, et ses conséquences économiques, ont provoqué des variations du chômage d'une ampleur inédite. En avril, le taux de chômage a notamment bondi à 14,8 %, son plus haut niveau dans l'histoire récente du pays, alors qu'il n'avait par exemple pas dépassé 10 % au moment de la crise de 2008 (► [figure 1](#)). Sans la chute de la population active de près de 2 points observée à la même période, ce taux de chômage aurait atteint 19 % en avril 2020. Cette augmentation s'explique par des destructions d'emplois gigantesques au moment de la première vague épidémique, à hauteur de 22 millions en mars et avril pour l'emploi non agricole. Une grande partie de ces destructions d'emplois ont initialement été catégorisées comme *temporary layoff* (cf. *supra*) : le nombre de personnes en *temporary layoff* a atteint 18 millions en avril 2020 alors qu'il n'avait jamais dépassé 2,5 millions auparavant. L'absence de dispositif particulier de rémunération de ces chômeurs a justifié des augmentations et prolongations exceptionnelles des allocations chômage. Dans toute la suite, les données utilisées sont celles du *Bureau of Labor Statistics*, considérant notamment comme des chômeurs ces personnes en *temporary layoff*.

L'emploi a ensuite vivement rebondi durant les mois suivants, avec la création de près de 10 millions d'emplois non agricoles jusqu'en juillet, avant de marquer le pas, ralentissant progressivement durant le deuxième semestre 2020, jusqu'à reculer à nouveau en décembre au moment de l'intensification de l'épidémie. En février 2021, le marché du travail accusait encore 9,5 millions d'emplois non agricoles de moins qu'en février 2020.

Le *Bureau of Labor Statistics* fournit des statistiques mensuelles détaillées sur le marché de l'emploi, permettant d'analyser de façon plus précise le choc survenu en 2020. En premier lieu, on peut observer les caractéristiques des individus les plus touchés par ce choc. Les femmes ont ainsi davantage subi ce recul du marché du travail que les hommes (emploi en baisse de 18 % pour les femmes en mars-avril contre -14 % pour les hommes, et -16 % pour l'ensemble de l'emploi), tout comme les travailleurs les plus jeunes (-31 % pour les travailleurs de moins de 25 ans, contre -14 % pour les travailleurs de plus de 25 ans). Les emplois les moins qualifiés ont ainsi été davantage concernés, comme en témoigne une diminution de -25 % pour les travailleurs possédant un diplôme inférieur au secondaire, contre -6 % pour ceux disposant d'une licence ou plus.

En effet, une analyse des pertes d'emploi par secteur met en évidence la fragilité de ces emplois faiblement diplômés au moment de l'intensification des restrictions sanitaires. La flexibilité du secteur privé les a ainsi davantage exposés aux pertes d'emploi que le secteur public (-17 % contre -4 % entre février et avril 2020). Les pertes d'emploi du secteur public ont en réalité été davantage étalées dans le temps, en raison d'une moins grande flexibilité des licenciements que dans le secteur privé. En particulier, les collectivités locales et les différents États ont été fortement affectés en 2020 de par la réduction de leurs revenus : les pertes d'emploi se sont étalées jusqu'en mai puis ont repris du mois d'août jusqu'à la fin de l'année. À l'inverse, l'emploi fédéral n'a pas fléchi au printemps, augmentant même temporairement lors du recensement décennal à la fin de l'été.

Au sein du secteur privé, les services ont davantage été affectés par le choc épidémique que la production (-17 % contre -12 % entre février et avril). Cette baisse prononcée dans le secteur des services s'explique principalement par l'impact des pertes d'emploi dans le secteur des loisirs et hébergement (► [figure 5](#)) : en mars, elles ont une contribution de 6,1 points, soit près de la moitié de la baisse de 14 % de l'emploi dans les services, auxquelles se sont ajoutées les pertes dans les commerces et transports (contribution de 2,7 points), dans l'éducation et la santé (2,2 points) et les services aux entreprises (1,8 point). Cette vulnérabilité du secteur de l'hébergement et restauration se comprend aisément par une double raison : d'une part, il comprend des emplois faiblement diplômés et flexibles qui peuvent être aisément supprimés en cas de nécessité, d'autre part il est particulièrement exposé à une crise sanitaire dont les restrictions affectent la mobilité et la consommation des ménages. On peut décomposer la perte de -49 % des emplois du secteur loisirs et hébergement de manière plus précise encore (► [figure 6](#)). Les différentes branches ont toutes été très fortement affectées, à l'exception des « musées et sites historiques » relativement épargnés au moment du choc d'avril-mai. L'emploi n'a cependant pratiquement pas rebondi dans cette branche après la première vague épidémique, tout comme dans la branche des « arts de scène », au contraire des branches « alimentation et restauration » et « divertissement, paris et loisirs », qui, en novembre, avaient pratiquement retrouvé les deux tiers des emplois perdus au cours de la première vague.

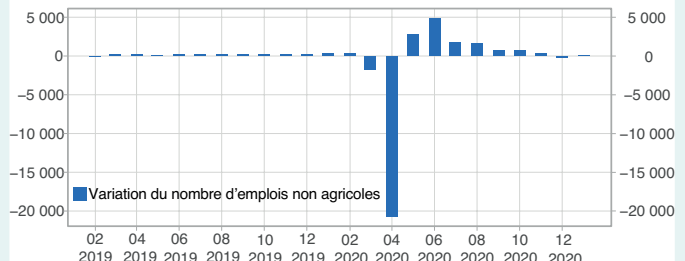
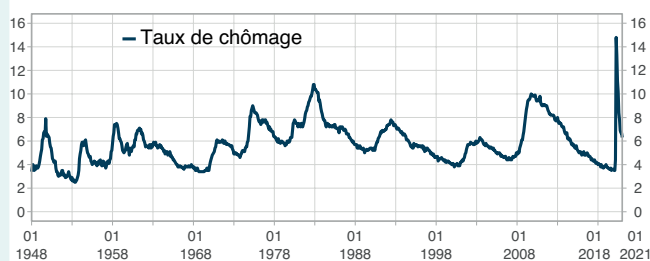
.../...

Il est possible d'analyser ces chutes d'emploi par une analyse géographique, grâce à l'enquête *Local Area Unemployment Statistics* fournissant des données à l'échelle du comté (► **figure 7**). Les zones urbaines, plus densément peuplées et abritant davantage de services et d'emplois faiblement qualifiés dans des secteurs comme l'hébergement et la restauration, ont logiquement été les plus affectées par le recul de l'emploi, aussi bien dans la région des grands lacs (Michigan, Indiana, Illinois), à l'ouest (Californie, Nevada), sur la côte est (New York, Massachusetts, Rhode Island, New Hampshire) ou au sud (Texas, Floride). À l'inverse, les pertes d'emploi ont été très limitées dans les régions agricoles du Centre (Nebraska, Dakota du Nord). On peut relever notamment le cas singulier du comté de Clark dans le Nevada, où se trouve Las Vegas, qui a subi une perte totale d'emploi de 37 % entre février et avril 2020, en raison notamment de la fermeture des activités de loisirs et d'hébergement à Las Vegas qui représentent une part importante des emplois du comté.

Aujourd'hui, la situation de l'emploi constitue un enjeu majeur aux États-Unis, en raison du ralentissement du rythme des créations d'emplois alors qu'un nombre important d'emplois n'ont pas été retrouvés. En témoignent les aides aux chômeurs et les montants investis dans les plans de relance. En effet, le nombre de chômeurs de longue durée (plus de 27 semaines) a atteint 4 millions en janvier 2021 (plus de trois fois son niveau de janvier 2020), suscitant des interrogations quant à l'expiration de leurs droits et à leurs possibilités de réintégration sur le marché du travail après une longue période d'inactivité (► **figure 5**). Cette hausse va de pair avec l'augmentation du nombre de *permanent layoffs* (3,5 millions de chômeurs dans cette situation en février 2021, soit 2,2 millions de plus qu'en février 2020), avec une trajectoire ascendante bien après le choc de mars-avril. La population active demeure quant à elle depuis plusieurs mois à un palier autour de 61,5 % de la population civile, près de 2 points en deçà de son niveau de février 2020. ●

► 4. Après la destruction de 22 millions d'emplois en mars-avril, le taux de chômage a atteint aux États-Unis des niveaux inégalés en 2020

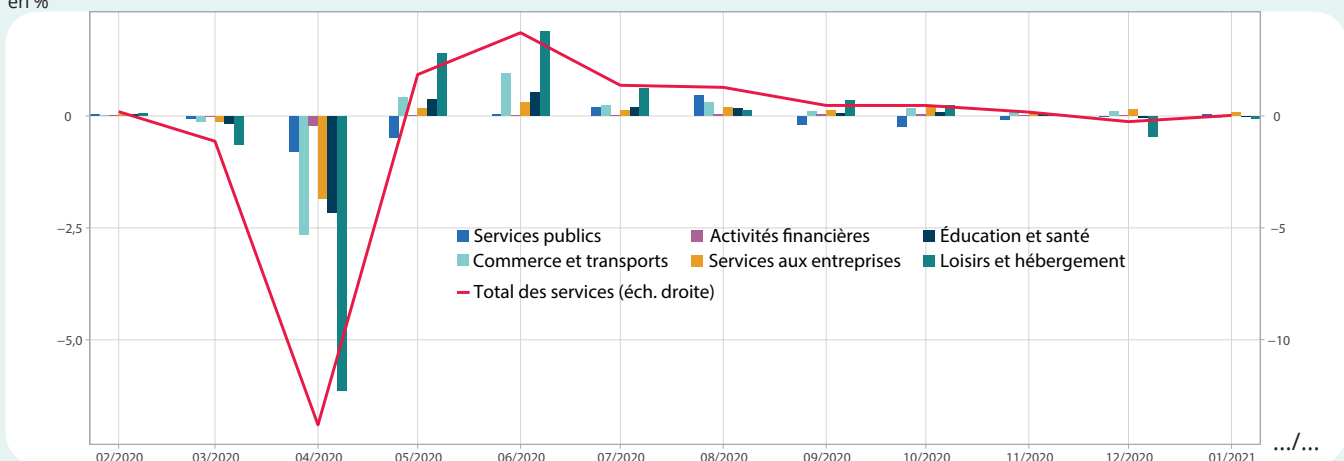
en %



Source : Bureau of Labor Statistics

► 5. Le secteur des loisirs et hébergement a le plus contribué aux pertes d'emploi du secteur des services

en %

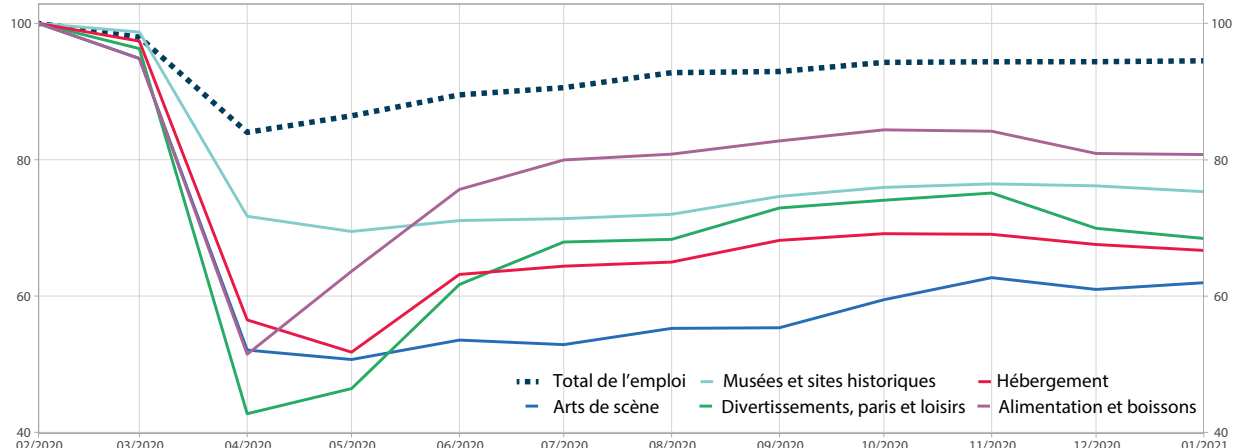


Source : Bureau of Labor Statistics

Conjoncture internationale

► 6. Les branches du secteur loisirs et hébergement ont toutes été touchées par les restrictions sanitaires, mais ont connu des rebonds différents

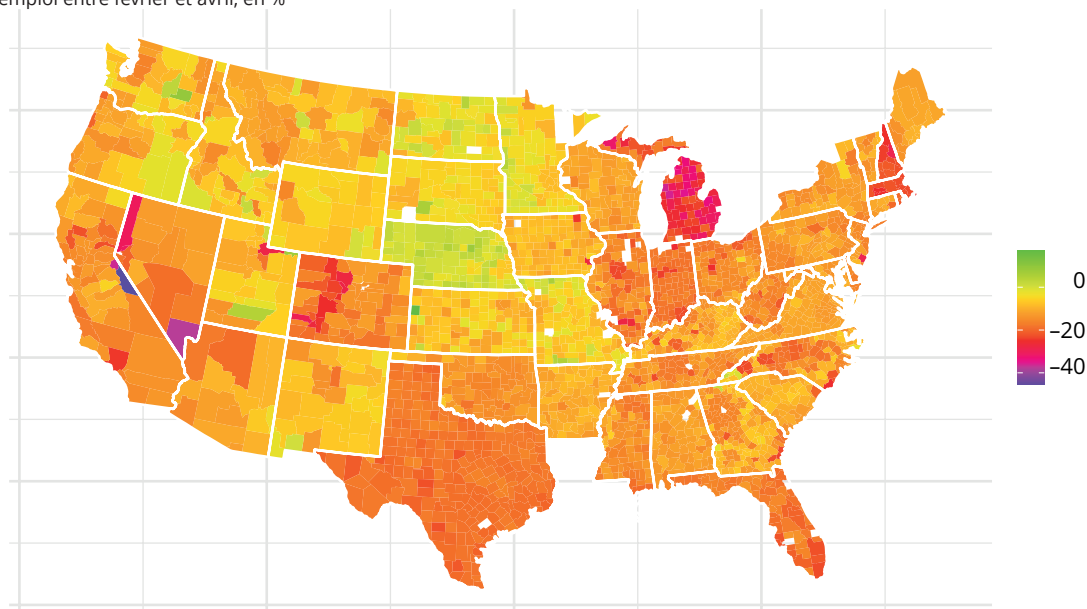
en %



Source : Bureau of Labor Statistics

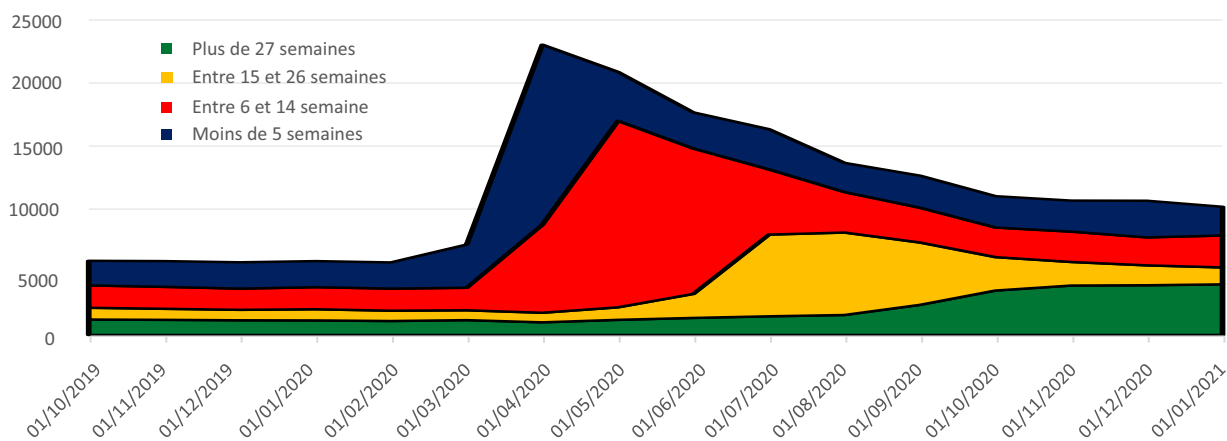
► 7. Les régions les plus peuplées ont perdu le plus d'emplois

variation de l'emploi entre février et avril, en %



Source : Bureau of Labor Statistics, Local Area Unemployment Statistics

► 8. Le nombre de chômeurs de longue durée a nettement augmenté



Source : Bureau of Labor Statistics